

M. Dupuis: Je reviens au pipe-line. On a en maintes circonstances, surtout dans la province de Québec, mentionné le fait que le premier ministre du pays avait dit qu'il était dans l'intérêt du Canada d'avoir des capitaux étrangers au pays, mais ce que le premier ministre a dit,—et je n'ai pas à parler pour le très honorable premier ministre,—si j'ai bien compris ses paroles...

(Traduction)

M. Dufresne: Monsieur le président, j'invoque le Règlement...

(Texte)

M. Dupuis: ...il n'a pas dit, n'a pas appuyé...

(Traduction)

M. Dufresne: Monsieur le président, j'invoque le Règlement...

M. le président suppléant: A l'ordre!

M. Dufresne: Monsieur le président, j'invoque le Règlement pour vous signaler...

(Texte)

M. Dupuis: Monsieur le président, je vais continuer mes remarques...

(Traduction)

M. Dufresne: Monsieur le président, j'invoque le Règlement...

M. le président suppléant: A l'ordre. Il me faut entendre l'honorable représentant de Québec-Ouest, qui invoque le Règlement.

M. Dufresne: Je désire vous signaler, monsieur le président, que l'honorable représentant de Sainte-Marie ne manifeste guère de respect pour le président. En effet, au lieu de s'adresser à vous, il s'adresse la plupart du temps aux tribunes, là-haut. Je me demande s'il n'y aurait pas là une délégation de la circonscription de Sainte-Marie, qui écoute toutes les choses dont il parle.

(Texte)

M. Dupuis: Je puis assurer tout de suite au représentant de Québec-Ouest que j'ai pris la précaution de dire, premièrement, que je n'avais pas l'intention de parler, et comme je suis réellement un représentant du peuple, je ne crains pas de me retourner vers lui et même de parler aux gens qui sont dans les tribunes, aux courriéristes parlementaires, même, enfin à tous ceux qui me font l'honneur de m'écouter.

M. Dufresne: La comédie à son comble!

M. Dupuis: Si vous tenez à vous faire le représentant du peuple, je suppose que vous ne refuserez pas votre rôle, c'est votre problème. Mais, je le répète, nous allons parler de pipe-line et je reviens donc encore une fois

pour être bien compris et je dis que nous, du parti libéral, n'avons jamais été opposés à ce que des capitaux étrangers soient placés dans cette province; nous étions cependant opposés au fait que nos ressources naturelles, par exemple, soient données aux étrangers et que notre province soit dilapidée, selon les besoins de la caisse électorale du parti qu'appuie, dans l'élection actuelle, le représentant de Québec-Ouest.

M. Dufresne: Je ne l'appuie pas, je ne m'en mêle même pas.

M. Dupuis: Non. On a dit: "cachez Dufresne, il n'est pas montrable", monsieur le président.

M. Dufresne: Vous en avez un beau portrait, vous.

M. Dupuis: On nous a parlé depuis quelques jours de la règle de clôture qui a été imposée par nécessité, peut-être un peu à contre-temps dans le premier cas,—et j'en donnerai le bénéfice du doute,—mais c'était certainement pour empêcher l'obstruction systématique. On a parlé de la clôture, eh! bien, voici une occasion où les gens de l'opposition pourraient paraître sérieux. Souvenez-vous qu'au cours de mes remarques relativement au budget, je demandais de la part des conservateurs un peu de logique, un peu de bon sens. Eh! bien, je leur demande la même chose aujourd'hui. Le très honorable premier ministre demande, de façon démocratique, à la Chambre, que nous accordions plus de temps à l'opposition afin de lui permettre de faire valoir ses arguments contre le projet de loi actuellement à l'étude. Et voilà que ces gens-là, qui sont les représentants officiels de l'illogisme au sein du Parlement, refusent le temps supplémentaire qu'on veut leur accorder en siégeant ce soir et samedi toute la journée. Soyez donc logiques; c'est tout ce que je demande aux députés de l'opposition. Au lieu de crier sur tous les tons que la démocratie est en danger...

M. Dufresne: C'est vrai.

M. Dupuis: Nous posons un geste démocratique, et ces gens-là refusent de siéger quand on leur en offre l'occasion, et ils crient au sabotage des droits des membres du Parlement.

On nous écorche les oreilles en disant que le pipe-line ne profitera qu'aux financiers américains. "Personne n'est plus sourd qu'un sourd qui ne veut pas entendre." Combien de fois le très honorable ministre du Commerce n'a-t-il pas déclaré, en cette enceinte, que 51 p. 100 des actions seraient offertes sur le marché canadien. Voilà une bonne garantie, à mon sens.